

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 10 Juin 2004

## Que faire ?

Les principales considérations qui doivent nous guider pour orienter l'action publique sont les suivantes :

- la question **écologique** (avec la menace de changement climatique due à l'effet de serre, c'est la survie de l'humanité qui est en jeu ; l'épuisement des ressources fossiles et en particulier du pétrole nous obligent à remettre en cause notre conception du « développement » et de la « croissance ») ;
- la question **altermondialiste** (de la misère et de la frustration se nourrissent l'obscurantisme et le fanatisme, mettant le monde en danger : il faut rechercher une répartition des richesses plus équitable entre les peuples) ;
- la question **sociale** (le chômage massif, la précarité croissante, en particulier pour les jeunes, sont à l'origine de la plupart des maux de notre société).

A partir de tels attendus, peut-on imaginer des **futurs** acceptables, ou même, mieux, **désirables** ? **OUI !**

Mais ce n'est pas en « laissant faire » le marché : le libéralisme économique, incapable d'anticiper, ne peut que conduire à des inégalités accrues, la misère pour le plus grand nombre, la violence et la guerre.

Nous devons adopter une **démarche volontariste, prospective, démocratique**. Dessiner ensemble notre avenir : quels sont nos **besoins** ? (santé, éducation, transports, logement, alimentation, habillement, culture ; mais aussi considération, emploi, temps libre) ; quelles sont les **contraintes** ? (matières premières et sources d'énergie limitées, nécessité de réduire la production de gaz à effet de serre).

Pour que ces contraintes ne nous gâchent pas la vie, nous devons rechercher dès aujourd'hui toutes les économies d'énergie possibles, et développer l'utilisation des énergies renouvelables. Cela a des conséquences concrètes au sujet des principales sources de pollution et de consommation d'énergie que sont les **transports** et le **logement**. Eviter les déplacements inutiles : en limitant la dispersion de l'habitat (réhabilitation des centres villes, en y acceptant une plus grande densité de population) ; en développant partout où c'est possible le travail à distance ; en évitant d'importer de pays lointains des marchandises disponibles localement ; en faisant payer aux transports un « juste prix » qui prenne en compte à la fois le coût des nuisances générées sur l'environnement, et la spoliation des générations futures par la consommation de ressources non renouvelables. Privilégier les transports économes en énergie : bicyclette, transport maritime ou fluvial, transports en commun. Inciter à une meilleure isolation des logements, développer l'utilisation d'énergies douces pour le chauffage et l'eau chaude, développer l'utilisation d'appareils électriques plus économes.

Ces politiques sont créatrices d'emploi. En outre, le renchérissement des transports diminuera l'intérêt (pour les entreprises) des délocalisations et donc, en freinant la désindustrialisation, maintiendra sur place des emplois qui sinon seraient menacés.

Mais la question de l'**emploi** doit être vue plus globalement. La satisfaction de nos besoins (nouveaux logements, nourriture, soins, vêtements, etc) nécessite des matières premières (dont certaines ne sont pas renouvelables : la question de la récupération va prendre une importance grandissante), de l'énergie, de la science et de la technologie (qui devraient être gratuites, comme « biens communs de l'humanité », une fois faite la part de la légitime rémunération des inventeurs), et du « temps de travail ». L'élaboration démocratique d'un **plan** pour les cinq et les vingt années à venir devrait permettre d'estimer le temps de travail total nécessaire, et d'ajuster ainsi la durée de travail de tous, afin que chacun trouve effectivement un emploi, et ainsi sa place dans la société. Nul doute que cet exercice permettrait de constater que la durée hebdomadaire de travail pourrait être abaissée bien au dessous des 35 heures, et que l'on pourrait permettre à tous les travailleurs qui le désirent de prendre leur retraite bien avant soixante ans.

Cette démarche, **redonnant pleinement à chacun ses droits de citoyen**, peut se décliner à tous les niveaux de décision : mondial, Européen (il est important que les pays riches montrent aux pays pauvres la voie d'un développement plus respectueux de la planète), national, régional, départemental, communal.

Le monde nous appartient, il sera ce que nous en ferons. **La société du temps libéré est à notre portée.**

## Bonnes nouvelles : démocratie vivante en Inde, une victoire pour les pays pauvres producteurs de coton, ...

L'Inde, la plus grande démocratie du monde, a, contrairement aux pronostics, renvoyé les nationalistes hindous dans l'opposition, et assuré la victoire de Sonia Gandhi et du Parti du Congrès, qui annoncent un gouvernement fort, stable et **laïque**, qui veut **agir pour les oubliés de la croissance**.

25000 producteurs de coton états-unis se partagent 3 à 4 milliards de subventions. Les Etats-Unis sont le deuxième producteur mondial, et alors que leur coton n'est absolument pas compétitif, ils exportent 68 % de leur récolte, et inondent ainsi, grâce à ces subventions, le marché mondial dont ils tirent les prix vers le bas. En face, les producteurs brésiliens et africains n'ont plus qu'à vendre leur production au rabais. En Afrique, le coton fait vivre 15 millions de personnes. Les Africains ont demandé en septembre dernier à la conférence de Cancun, la fin des subventions au Nord et le paiement de compensations.

Le 26 avril, un rapport intermédiaire de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) leur a donné raison et a **condamné les subventions** accordées par les Etats-Unis à leurs producteurs de coton. (*Alternatives Economiques*, juin 2004)

La cour d'appel de Santiago vient de **lever l'immunité parlementaire de M. Pinochet**. L'ancien dictateur du Chili a fait l'objet de plus de 300 plaintes au Chili pour enlèvements, tortures, disparitions et exécutions. L'opération Condor, plan des dictatures sud-américaines pour éliminer leurs opposants dans les années 1970 et 1980, fait l'objet d'enquêtes en Espagne et en Argentine. (*30 mai Le Monde*)

**Fin annoncée de 20 ans de guerre au Soudan** (*27 mai Le Monde*)

## Pollution chimique :

« L'espèce humaine est en danger ». A l'occasion d'un colloque à l'Unesco, de nombreuses personnalités, notamment du monde de la recherche (Jean Bernard, Jean-Pierre Changeux, François Jacob, ...) lancent l' « appel de Paris » et réclament l'application du principe de précaution avec l'interdiction de produits chimiques qui, en polluant l'air, l'eau ou l'alimentation, représentent des dangers pour l'homme : « **en Europe, 15 % des couples sont stériles** », « un enfant sur sept est **asthmatique** ». Des pesticides autorisés en France seraient dangereux. 92 substances actives utilisées sur le marché sont soupçonnées d'être **cancérigènes**. (8 mai *Le Monde*)

## Fin du pétrole :

Le cours du baril de pétrole brut atteint des **records** (41,85 \$). Cela n'est bien sûr pas sans incidence sur le transport aérien et routier: British Airways augmente ses tarifs de 3,7 euros sur ses vols intérieurs, et 3,4 euros hors Royaume-Uni ; et depuis janvier, le gazole ( qui représente 21 % du coût d'exploitation d'un poids lourd) s'est renchéri de 11,3%.

Les pays les plus pénalisés sont les pays pauvres. Ainsi, la pénurie d'énergie menace la croissance **argentine**. Le gouvernement a relevé la taxe sur l'exportation des produits pétroliers de 20 à 25 %, et celle sur les exportations de gaz de 5% à 20%. Dans les stations-services et pour les usines, le gaz a augmenté de près de 40%. Cette augmentation touche durement les plus pauvres. Plus de 36 % ne disposent pas du gaz naturel, et près de 60% vivent dans l'extrême pauvreté. Les spectacles et les matches de football nocturnes seront suspendus, et l'illumination publique sera réduite. (21 mai *Le Monde*)

« La **Chine** a consommé 6,3 millions de barils par jour en février 2004 : c'est le niveau qu'on anticipait pour 2010, au début de la décennie ! » observe, dans *Le Monde* du 7 mai Philippe Chalmin, professeur à Paris IX Dauphine, qui ajoute qu'« il est dangereux pour l'humanité que le pétrole soit trop bon marché, car cela incite à le gaspiller au lieu de préparer son remplacement » (*il a raison, mais malheureusement, dans le cas des transports, on n'a pas vraiment de solution de remplacement ...*). Dans le même sens, Jean-Charles Hourcade, directeur de recherches au CNRS, dans *Le Monde* du 25 mai, écrit : « Tant que, au journal télévisé de vingt heures, on expliquera à chaque hausse que l'Etat s'en met plein les poches, au lieu de dire que nous payons notre énergie à un prix bien inférieur à ce qu'il devrait être, on se rapprochera du moment de la raréfaction du pétrole ».

Cela n'empêche pas Christian Chavagneux, dans *Alternatives économiques* de juin 2004 dans un article consacré aux matières premières, mais surtout au pétrole, de réussir le tour de force de ne pas parler de l'épuisement programmé des ressources, et de conclure : « pas (encore) de quoi s'affoler ».

Ni Didier Migaud, ancien rapporteur du budget, PS, d'écrire (*Le Monde* du 14 mai) : « il convient de stopper l'augmentation de la facture pétrolière subie par les ménages ». *Après nous le déluge !*

## Monde :

La CNUCED (conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement) constate que « **la mondialisation** a peu d'effet sur la pauvreté de masse et **peut**, au contraire, **aggraver** la balance commerciale des pays les plus pauvres ». « Ce sont les pays qui s'étaient ouverts modérément au commerce extérieur, et non ceux qui étaient le plus ouverts qui ont connu les plus grands progrès en termes de croissance des exportations et de la consommation. » *C'est ce que dit ATTAC depuis l'origine.*

La Cnucead appelle les pays riches à une **cessation rapide des mesures de soutien à l'agriculture qui portent atteinte aux pays les moins avancés**.

L'Organisation mondiale de la Santé rappelle la nécessité absolue de développer les traitements antisida dans les pays pauvres : dans le monde, 3 millions de personnes sont mortes du sida en 2003, et **40 millions vivent avec le Sida** (7 % seulement d'entre elles reçoivent un traitement médical).

La **France** se prépare à proposer en septembre, lors des assemblées générales des Nations-Unies, du FMI et de la Banque Mondiale, une **proposition pour l'aide mondiale au développement**. J. Chirac a mis en place une commission, présidée par Jean-Pierre Landau, pour explorer les pistes susceptibles de financer la réduction de la pauvreté dans le monde : taxation des transports aérien et maritime ou des transactions boursières ; possibilité, en cas d'absence d'un consensus mondial, d'introduire des taxes au niveau européen sans pour autant affecter la compétitivité de l'Europe.

Selon Henri Rouillé d'Orfeuil, président de coordination sud, fédération de 120 associations françaises, qui participe à cette commission (aux côtés de personnalités aussi différentes que Jacques Cossart, d'ATTAC, et Anne Lauvergeon, présidente d'Areva), « il manque 50 milliards de dollars pour atteindre les objectifs fixés dans le programme du Millénaire des Nations-Unies –diminuer de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2020. » (15 mai, *Le Monde*)

OMC : les ministres du commerce de 28 des 148 pays que compte l'OMC se sont retrouvés à Paris le 14 mai pour fixer les grandes lignes d'un compromis, avant de parvenir fin 2004 à un accord précis et chiffré sur le nouveau cycle de Doha, censé profiter aux pays en développement. **Les commissaires européens** Pascal Lamy et Franz Fischler, chargés respectivement du commerce et de l'agriculture, **proposent de supprimer les subventions à l'exportation de produits agricoles**. *Mais Jacques Chirac critique cette initiative européenne !... (15 mai, Le Monde)*

**Jacques Chirac** s'apprête, à la réunion du G8 du 8 au 10 juin, à plaider pour une **croissance durable et équitable**, le développement, le partenariat avec l'Afrique et la lutte contre le sida ; ainsi que pour la taxation internationale (dont les américains récuse le principe). Il insiste sur la nécessité absolue du respect des droits de l'homme et de la règle de droit (20 mai, *Le Monde*), *ce qui ne l'empêche pas de dérouler le tapis rouge pour Vladimir Poutine...*

Le **Soudan**, qui massacre ses propres citoyens dans la province du Darfour, est élu à la Commission des droits de l'homme de l'ONU ! Selon le directeur du Programme alimentaire mondial, la situation au Darfour est « l'une des pires crises humanitaires du monde », ayant provoqué le déplacement forcé d'un million de personnes, dont près de 100 000 sont réfugiées au Tchad voisin. (6 mai, *Le Monde*)

**Etats-Unis d'Amérique : Déficit commercial** record aux Etats-Unis : 46 milliards de dollars en mars 2004 ( dont 12 milliards pour la facture pétrolière ; et 10,4 de déficit commercial avec la Chine). *Le Monde* du 14 mai

**Mépris des droits de l'homme** : En Afghanistan aussi, les familles des personnes arrêtées par les Etats-Uniens perdent toute trace de leur proche, souvent pendant des semaines ou des mois. Les méthodes d'identification et de fouille corporelle poussée de détenus dénudés, qui sont pratiqués par l'armée, choquent particulièrement les Afghans. (*Le Monde* du 27 mai)

**Chine** : M. Wang, vice-président des industries textiles chinoises : « notre développement est basé sur la destruction de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles. **Ce modèle n'est pas possible à long terme**. Maintenant nous manquons d'eau, de céréales, de coton, ... » (*Le Monde* du 6 mai)

En 2003, la Chine aura consommé 7 % du pétrole consommé en tout dans le monde, 25 % de l'aluminium, 27 % de l'acier, 30 % des minerais de fer, 31 % du charbon et 40% du ciment. Un déficit commercial est apparu pour la première fois au 1<sup>er</sup> trimestre 2004. Pour Pékin, **la dépendance** accrue à l'égard des approvisionnements **énergétiques** est considérée comme un **péril stratégique**. Le degré d'économie en énergie est devenu un des critères de sélection des projets d'investissements étrangers en Chine. Pour ralentir la croissance des industries les plus gourmandes, Pékin verrouille le crédit pour les secteurs en surchauffe (immobilier, ciment, sidérurgie). (*Le Monde* du 25 mai)

Depuis l'été 2003, la Chine connaît des pénuries d'électricité qui touchent 21 régions sur 31, et la situation ne fait qu'empirer. En 2004, il manquera 30 000 MW au pays. Les mines de charbon, réactivées, peinent à satisfaire la demande. EDF tente d'être le partenaire privilégié dans le domaine du nucléaire, mais la concurrence avec les Américains s'annonce féroce. (*Le Monde* du 25 mai)

TCL, la grande entreprise chinoise de l'électronique, premier producteur mondial de téléviseurs, amorce son internationalisation. Alcatel lui a confié 55% de sa branche de téléphonie mobile. (*Le Monde* du 6 mai)

La Chine est devenue en 2002 le premier consommateur mondial de bière, devant les Etats-Unis. (*Le Monde* du 13 mai)

**Venezuela:** Les oligarchies vénézuéliennes et colombiennes cherchent depuis longtemps à renverser le président Chavez. Une centaine de paramilitaires colombiens, venus dans ce dessein, ont été arrêtés. (*Le Monde* du 18 mai)

**Haïti et République Dominicaine :** Les pluies diluviennes font au moins 500 morts (*un effet du réchauffement de la planète ?*) (*Le Monde* du 27 mai)

**Russie :** Amnesty international dénonce la poursuite de « crimes de guerre » en Tchétchénie, « les enlèvements et exécutions sommaires de civils » perpétrés par « les forces fédérales et tchétchènes prorusse, pratiquement en toute impunité ». Vladimir Poutine critique les organisations de défense des droits de l'homme. Deux jours après l'attentat à la bombe qui a causé la mort du dirigeant tchétchène pro-russe, il nomme le fils de celui-ci, qui dirige une milice de plusieurs milliers d'hommes, vice-premier ministre de Tchétchénie.

## Europe

**Projet de « constitution »:** les deux sujets qui divisent le plus le Conseil Européen : la pondération des voix au conseil et l'éventuelle référence à l'héritage chrétien de l'Europe. *Mais il est choquant que l'Assemblée prochainement élue n'aura pas à se prononcer, et que le traité en cours de négociation ne laisse aucune place à des alternatives au libéralisme, quand bien même elles seraient souhaitées par la majorité des citoyens !*

Et comme l'observe un fonctionnaire de la Commission : les Etats (et en particulier la France et l'Allemagne) « ont laissé passer le débat sur la Constitution sans y introduire la question de la fiscalité. Ils récoltent ce qu'ils ont semé. Ils vont avoir à affronter des Etats qui feront cavalier seuls pendant longtemps ». En effet, les uns après les autres, les pays de l'élargissement baissent leur taux de l'impôt sur les sociétés, rêvant de connaître à leur tour le miracle irlandais, où celui-ci n'est que de 12,5%. *Il est bien temps pour Paris et Berlin de dénoncer ce dumping fiscal !* « Si les nouveaux Etats membres maintiennent leur faible fiscalité et font financer leurs infrastructures par l'UE, il va falloir qu'on discute », a déclaré Gherard Schröder.

La commission européenne a publié un Livre blanc sur les **services publics**. Elle précise qu'il appartient aux autorités compétentes, sur le plan national, régional et local, de « définir, organiser, financer et contrôler » ces services sans qu'il soit nécessaire de « conférer des pouvoirs supplémentaires à la Communauté ». L'évaluation des services d'intérêt général doit se fonder « non seulement sur des critères d'efficacité économique, mais aussi sur des critères sociaux, économiques et environnementaux à caractère général ». *Bonnes intentions sans guère de portée ? selon les traités, leur financement, en effet, ne doit pas fausser la concurrence...*

L'Union Européenne n'a pas atteint les objectifs fixés en 1997 sur les **énergies renouvelables** : produire en 2010 12 % de sa consommation d'énergie, à partir d'énergies renouvelables. Cette part, qui était de 5,4% en 1997, n'est montée qu'à 6% en 2001. Seule la progression de l'éolien a été supérieure aux attentes. L'éolien produit 2,4% de l'électricité en Europe et 16 % au Danemark. Les Européens sont leaders de ce secteur, qui emploie 72 000 personnes – 3 fois plus qu'en 1998- et a permis de diviser par deux le coût du kwh en 15 ans. L'Allemagne, l'Espagne et le Danemark représentent 84 % des capacités éoliennes. La France est très en retard.

L'Union Européenne a fixé un objectif de 2% de **biocarburants** en 2005, 5,75 % en 2010. La Confédération paysanne est favorable aux biocarburants, mais en soulignant qu'ils « ne doivent pas entrer en concurrence avec l'alimentaire », ni se développer à grands renforts d'insecticides et d'OGM. L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie observe que « compte tenu des zones cultivables disponibles et de la rotation des cultures, le potentiel des biocarburants est aujourd'hui limité à 4,5% de l'utilisation de carburants, loin des 5,75 % de la directive ».

La commissaire européenne à l'environnement s'apprête à lancer des procédures d'infraction contre les six Etats membres –dont la France- qui n'ont pas transmis à temps leur plan national d'allocation de quotas d'émission de **gaz à effet de serre**.

L'Union Européenne et la **Russie** resserrent leurs liens : notamment en négociant un **accord commercial** (qui ouvrirait à la Russie la voie de l'adhésion à l'organisation mondiale du commerce), l'Union Européenne insiste pour que la Russie ratifie le protocole de Kyoto, et appelle à un processus négocié en Tchétchénie (tentative « insensée » selon Moscou).

L'Union Européenne a trouvé avec la **Suisse** un accord de coopération sur la **fiscalité**. Le compromis ménage la tradition de secret de la finance helvétique. Berne accepte de taxer à la source (35 % à terme) les intérêts de l'épargne entreposée dans les coffres de ses banques par des non-résidents installés dans l'Union, et de reverser une partie de ces recettes aux Vingt-Cinq. Cette retenue s'appliquera aussi au Luxembourg, à l'Autriche et à la Belgique. La Suisse intégrera en 2006 l'espace Schengen.

La **France** a été autorisée par la commission européenne à utiliser les **terres en jachère** pour **faire pâturer les animaux** (*il faut pour cela l'accord de Bruxelles !*)

**Devinette :** quel est l'homme le plus riche du monde ? (solution en page 4)

Chassés en 1953 de leur riche terre de Thulé, où s'arrêtent les eaux du Gulf stream, et où ils avaient depuis toujours chassé l'ours, la baleine, le phoque et le morse, et déplacés 140 km plus au nord, où il fait si froid qu'il n'y a plus d'animaux, les **Esquimaux du Groenland** demandent à la **Cour européenne des droits de l'homme**, à Strasbourg, le droit d'y revenir. Mais les Etats-Unis, qui y ont installé une base nucléaire, avec l'accord du Danemark, s'y opposent, considérant désormais cet endroit comme un élément essentiel de leur projet de bouclier anti-missile... (*Le Monde* du 27 mai).

**Pologne :** taux de chômage 19,8%, et plus de 40 % chez les jeunes ; 19,6 % d'emplois agricoles (*alternatives économiques*, mai 2004)

**Slovaquie :** le ministre slovaque de l'économie a laissé entendre que son pays pourrait construire deux nouveaux **réacteurs nucléaires** à Mochovce, à 140 km à l'est de Vienne, afin de compenser la fermeture des deux vieux réacteurs de la centrale de Bohunice, considérés comme trop dangereux par l'union européenne. Ce projet suscite un rejet unanime de tous les partis politiques autrichiens. La Slovaquie souhaite rester exportatrice d'énergie électrique.

**France : Galère des jeunes :** Forte recrudescence des **emplois non qualifiés**, surtout parmi les jeunes, les femmes et les immigrés : 2,5 millions en 1996, 3 millions en 2002. Avec les temps partiels, ces effectifs atteignent près de 5 millions, soit près de 25 % de l'emploi salarié. Au bout de trois ans dans le monde du travail, six jeunes sur dix, titulaires d'un CAP ou d'un BEP, occupent toujours un emploi non qualifié, pour un bachelier sur deux, et un « bac +2 » sur trois. En 1992, l'année la plus noire pour le chômage des jeunes, un jeune sur deux, au sortir de l'école ou de l'université, a démarré sa vie professionnelle par un emploi non qualifié. Entre 1998 et 2001, malgré une période plus faste, 38 % d'entre eux étaient toujours contraints d'en passer par ce « sas ». Trois ans après leur entrée dans la vie active, en 1995 comme en 2001, 50 % étaient toujours dans ce type de poste.

Les jeunes sans acquis scolaire ni diplôme se heurtent à la concurrence, sur des emplois de leur niveau, des plus diplômés qu'eux. Plus souvent au chômage et privés de « petits boulots », ils se retrouvent souvent aux frontières de la marginalité.

Les handicapés et les Maghrébins sont les premières victimes des **discriminations à l'embauche**, selon une enquête menée à l'université Paris-I, pour le compte de la société de travail temporaire Adia.

**A lire dans Alternatives économiques de juin** : Les **stages** se généralisent parmi les étudiants de l'Université. Le stage est devenu un passage obligé pour qui veut décrocher un emploi. Mais peu de stages débouchent sur une embauche. Peu ou pas rémunérés (cinq fois moins chers qu'un CDD), ils constituent une opportunité en or pour les entreprises, et pénalisent l'emploi.

**18 % d'augmentation, en moyenne ...mais, ne rêvons pas, seulement pour les patrons du CAC 40 !** Lindsau Owen-Jones, PDG de l'Oréal, arrive en tête avec un salaire brut de 6,57 millions d'euros, soit **550 années de SMIC (Politis 13 mai)**. **Pensez-y quand vous faites vos achats !**

M. Raffarin annonce une **amnistie fiscale** pour les capitaux cachés à l'étranger, moyennant une taxe modeste. **Encore un cadeau pour les riches !**

Le gouvernement engage la réforme des statuts juridiques d'**EDF** et de **GDF**. On connaît le discours, il a déjà servi pour France Télécom. Par exemple sur les bienfaits de la concurrence. Mais *la pluralité des opérateurs n'empêche pas les ententes sur le dos des clients*. Comme l'indique l'Union fédérale des Consommateurs, à propos des SMS : « chaque opérateur réalise la marge exorbitante de 80 % sur chaque mini-message, qui ne lui coûte en fait que 0,02 euro ! Avec un SMS au prix unique de 0,15 euro, les opérateurs ont donné l'illusion, à la jeunesse en particulier, d'un juste prix, alors qu'ils maintiennent en dehors de toute concurrence ce prix inique depuis 1999 » !

**Ecologie, santé** : Selon l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, c'est le **4x4 de Mercedes-Benz**, le G500 cabriolet, qui se distingue comme le véhicule le plus polluant : au kilomètre parcouru, l'engin, qui consomme 16,7 litres d'essence aux 100, rejette 400 g de CO<sub>2</sub>, l'un des principaux **gaz à effet de serre**, soit deux fois plus que la moyenne des voitures, et ce, dans des conditions normales d'utilisation ; en ville, bloqué par les feux rouges et les embouteillages, il accroît, comme tout véhicule, sa consommation et sa pollution de 20 % à 30%.

Trois associations écologistes se sont donné rendez-vous le 25 mai devant le concessionnaire Mercedes-Benz des Champs-Élysées, pour remettre au constructeur le premier prix Tuvalu du dérèglement climatique. (*Le Monde* du 28 mai). *Ils pourraient nous donner des idées !...*

L'émission de particules fines, principalement par les **moteurs diesel**, est la cause de 6500 à 9500 morts par an. C'est le résultat d'une étude sur l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique urbaine, réalisée par l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale, qui préconise d'accélérer l'équipement de tous les véhicules en filtres à particules, et surtout de développer la marche, le vélo, les transports en commun.

**L'obésité** ne cesse de progresser : elle touche en France près de 12 % de la population, contre 6% en 1990. Elle provoque des problèmes respiratoires, veineux, des risques accrus de cancer, des maladies cardio-vasculaires. Elle résulte d'une alimentation déséquilibrée et d'une inactivité physique. C'est la deuxième cause de mortalité aux Etats-Unis, juste après le tabac.

**Ecole : Le redoublement accroît les risques d'échec scolaire**. Une étude confirme l'inefficacité et les effets pénalisants de cette pratique pédagogique, surtout à l'école primaire : moins de 10 % des élèves ayant redoublé la classe de CP obtiennent leur bac.

Les pays européens se classent en deux groupes : ceux qui ont recours au redoublement (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Autriche, Italie, France, Espagne, Portugal et Grèce) et ceux qui l'interdisent pour pratiquer la promotion automatique (Irlande, Royaume-Uni, Danemark, Suède, Finlande, Islande, Norvège). Au Danemark, par exemple, l'élève est accompagné, pendant les neuf années que dure la scolarité obligatoire, par le même professeur principal. S'il rencontre des difficultés, il bénéficie d'actions de soutien et de rattrapage, et de l'aide d'un personnel spécialisé (psychologues, orthophonistes). La Finlande figure en tête du palmarès établi par l'OCDE, pour les résultats obtenus par les élèves (alors que la France se situe juste au-dessus de la moyenne, sauf pour les mathématiques). (*Le Monde* du 28 mai).

Jacques Chirac souhaite que la **Charte de l'environnement** soit inscrite dans la Constitution : chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et favorable à sa santé. Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement (...) principe de précaution (...) les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable (...). *L'insertion du droit à la protection de l'environnement dans la Constitution constitue, dans son principe, une évolution positive. Bien sûr, le MEDEF n'est pas favorable...*

La France attire les investisseurs internationaux : elle se situe pour 2003 au deuxième rang européen derrière la Grande Bretagne. *Et pourtant, que n'entend-on sur les sacrifices que devraient faire les salariés pour sauvegarder notre compétitivité ...*

**Devinette (réponse)** : L'homme le plus riche du monde est le fondateur d'Ikea. Il a amassé une fortune personnelle de 52 milliards de dollars. Il a évité la fiscalité de son pays (la suède) en s'exilant en Suisse, et l'entreprise a des actifs dans les paradis fiscaux, Bermudes et Antilles néerlandaises en tête. (AE mai) *Pensez-y aussi quand vous faites vos achats !*

**Associations** : réunion organisée par ATTAC Montrouge, le **mardi 2 juin** à 20 h 30 à Montrouge, 6 rue Théophile Gautier, sur le thème de « l'Europe ». Toujours du nouveau sur le site (pertinent et impertinent) de Montbougé le journal local qui tord le cou aux idées reçues. ([www.montbougé.net](http://www.montbougé.net))

On peut aussi consulter le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> (et y lire notamment les anciens numéros, des notes de lecture, ...) Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.